DES DIPLÔMES D'ÉTUDES INTERNATIONAUX Profil de compétences pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études **VOLUME 3 - ANNEXES**



Canadian Information Centre for International Credentials



Projet financé par :



Ressources humaines et Human Resources and Développement des compétences Canada Skills Development Canada

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé par Cambridge Professional Development Ltd., sous la direction du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI), et grâce aux suggestions et aux conseils de volontaires issus de la communauté des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études.

Les points de vue exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) ou du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.

Les auteurs et le CICDI tiennent à remercier toutes les personnes qui ont donné généreusement de leur temps lors des entretiens, les discussions et des études, et qui ont aidé à achever les travaux.

Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] a été créé en 1967 par les ministres de l'Éducation des provinces et des territoires pour servir de forum où ils pourraient discuter d'enjeux communs, prendre ensemble l'initiative de mesures relatives à l'éducation et promouvoir les intérêts des provinces et territoires auprès des organisations pancanadiennes du secteur de l'éducation, du gouvernement fédéral, des gouvernements étrangers et des organisations internationales. Le CMEC est le porte-parole pancanadien de l'éducation au Canada. Par son entremise, les provinces et territoires travaillent ensemble pour atteindre des objectifs communs couvrant un large éventail d'activités des ordres d'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire.

Le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI) a été créé en 1990 à la suite de la ratification par le Canada de la Convention sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Il a pour mission d'aider le Canada à s'acquitter de ses obligations aux termes de cette convention. Subséquemment, en 1997, le Canada a signé la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications, a promu la Recommandation sur les procédures et les critères d'évaluation des qualifications et des périodes d'études étrangères qui en a découlé, et a adopté une série de Principes généraux pour un code de bonne pratique en matière d'évaluation des diplômes étrangers. Ces deux conventions favorisent la mobilité internationale en préconisant une plus grande reconnaissance des études supérieures et de la qualification professionnelle.

Le CICDI recueille, organise et diffuse les renseignements. Au Canada, le CICDI constitue une plaque tournante et un service d'aiguillage favorisant la reconnaissance et la transférabilité de la qualification professionnelle et des diplômes canadiens et étrangers.

Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI) au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] 95, avenue St. Clair Ouest, bureau 1106 Toronto (Ontario) M4V 1N6

Téléphone : 416 962-8100 Télécopie : 416 962-2800 Courriel : info@cicic.ca

i

© 2012 Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

Remerciements

Le CMEC et le CICDI tiennent à remercier Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) de son soutien financier dans le cadre de son Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers.

Plusieurs individus et organismes ont joué un rôle essentiel dans le travail de recherche et la préparation des recommandations présentées dans ce rapport. La réussite de ce projet découle largement de leurs efforts et du temps qu'ils nous ont généreusement accordés. Nous tenons à remercier chaleureusement les consultantes et consultants, les organismes de réglementation, les universités, les employeurs, les collèges, les organismes d'évaluation des diplômes, les commissaires à l'équité, les conseils sectoriels, les directrices et directeurs de l'apprentissage, les services d'établissement des immigrantes et immigrants, ainsi que les fonctionnaires qui ont participé aux divers groupes de travail et au deuxième Atelier pancanadien pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études. Enfin, nous nous devons de mentionner tout particulièrement les participantes et participants aux groupes de discussion, aux entretiens téléphoniques et aux sondages en ligne. En exprimant sans réserve leurs politiques, leurs opinions et les défis qu'ils doivent relever, ils nous ont fourni les renseignements nécessaires à l'élaboration de nos outils. Nous reconnaissons leur apport et continuerons à le faire à mesure que le projet progressera.

TABLE DES MATIÈRES ANNEXES

ANNEXE A.	LISTE DES DOCUMENTS DE RECHERCHE CHOISIS	2
ANNEXE B.	SÉANCES DE RÉFLEXION : RÉSUMÉ DES RÉSULTATS	9
ANNEXE C1	QUESTIONNAIRE ÉLECTRONIQUE (FRANÇAIS)	. 13
ANNEXE C2.	QUESTIONNAIRE ÉLECTRONIQUE (ANGLAIS)	. 17
ANNEXE C3.	PERSONNES AYANT RÉPONDU AU QUESTIONNAIRE ÉLECTRONIQUE POUR LE CANADA	. 2
ANNEXE C4.	PERSONNES AYANT RÉPONDU AU QUESTIONNAIRE ÉLECTRONIQUE INTERNATIONAL	. 25
ANNEXE D.	ENTRETIENS DE CONSULTATION	. 28
ANNFXF F	LES SYSTÈMES D'ÉDUCATION DU CANADA	. 3



Canada

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Normes pancanadiennes de qualité pour l'évaluation des diplômes internationaux	Décembre 2008	ACSED/ CICDI/ CMEC	63 pages http://www.cicic.ca/docs/2009- rapport-standards-evaluations. fr.pdf	0	Exploration de la nécessité d'avoir des évaluatrices et évaluateurs des diplômes (situation actuelle, prévisions concernant la situation au Canada). Fait 11 recommandations, dont les suivantes : créer une structure d'assurance de la qualité, produire des profils de pays, élaborer un profil de compétences, créer un programme collégial/universitaire menant à un grade en évaluation des diplômes et sensibiliser le public. La page 21 montre à quel point les évaluations peuvent être différentes; les pages 23 et 26 à 28 montrent combien le fonctionnement des organismes d'évaluation diffère et qui les utilise. L'annexe 1 montre les différences dans les exigences pour les candidates et candidats.
Alliance canadienne des services d'évaluation de diplômes	2003-2009	ACSED	http://www.canalliance.org/ assurance.fr.stm	0	Principaux objectifs: Donner aux personnes et aux organismes qui ont besoin d'évaluations de diplômes (employeurs, ordres professionnels, services d'immigration, établissements postsecondaires, etc.) la garantie que les membres de l'ACSED obéissent à des normes et à des critères de qualité. Garantir à la clientèle des services membres de l'ACSED un traitement juste et équitable. Faciliter la portabilité des évaluations de diplômes et promouvoir la reconnaissance des services de qualité dans l'ensemble du Canada. Encourager l'application uniforme de normes d'évaluation équitables et crédibles à travers le Canada. Orienter les nouveaux services qui s'établissent au Canada. Critères de qualité que doivent respecter les membres.
Questionnaire d'auto- évaluation de l'ACSED	Sept. 1999	ACSED	http://www.canalliance.org/ documents/questionnaire.fr.pdf	0	Explicite : document pour que les évaluatrices et évaluateurs de diplômes s'assurent qu'ils suivent les règles/déterminer dans quels domaines ils doivent s'améliorer.
Rapport d'examen d'auto- évaluation de l'ACSED		ACSED	http://www.canalliance.org/ documents/Assessment.report. final.fr.PDF	0	Rapport fourni une fois le questionnaire d'auto-évaluation reçu.
Principes généraux pour un code de bonne pratique en matière d'évaluation des diplômes étrangers	1990-2010	ACSED	http://www.cicic.ca/501/code-de- bonne-pratique.canada	0	Exigences auxquelles les membres de l'ACSED doivent se conformer, y compris concernant les délais et les frais, et qui mettent l'accent sur la cohérence.
Usage terminologique dans le domaine de la mobilité et de la reconnaissance des titres et diplômes	Mars 2003	CICDI	http://www.cicic.ca/363/guide- d'usage-terminologique-dans-le- domaine-de-la-reconnaissance- des-diplomes.canada	0	Glossaire terminologique
Évaluation des diplômes étrangers et reconnaissance des qualifications	1990-2000	CMEC	http://www.cicic.ca/334/ reconnaissance-des-diplomes- etrangers.canada	0	Liens vers d'autres documents, dont les règlements actuels sur : • les admissions dans les universités et collèges du Canada; • la reconnaissance des qualifications des réfugiées et réfugiés; • les renseignements pour aller étudier hors du Canada.

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
IQAS Methodology Workshop notes	2009	IQAS	72 pages	N	
Site Web du CICDI - réseau social du projet	2010	CICDI	http://discussion.cicic.ca/app/ objectives/?id=0	0	
Liste de sept services du Canada		CICDI	http://cicic.ca/368/les-services- d'evaluation-des-diplomes.canada	0	Liste des sept principaux services d'évaluation de diplômes et de reconnaissance des qualifications au Canada (par province).
Charte du système éducatif au Canada	2010	CICDI	1 page (voir Annexe E)	0	
Étude sur les organismes d'évaluation des titres de compétences	Mars 2009	Bureau du commissaire à l'équité de l'Ontario	50 pages http://www.fairnesscommissioner. ca/fr/downloads/PDF/study_ of_qualifications_assessment_ agencies_print_pdf_french.pdf	0	(mise en œuvre en sept. 2010)
Déclaration ministérielle sur l'assurance de la qualité des programmes d'enseignement menant à des grades au Canada	2007	CMEC	14 pages http://www.cicic.ca/docs/cmec/ OA-Statement-2007.fr.pdf	0	
Cadre de classification des titres de compétence de l'Ontario		Ministère de la Formation et des Collèges et Universités	4 pages http://www.tcu.gov.on.ca/epep/ programs/oqf/index.html	0	
Valeurs communes des professions libérales au sein de l'Union européenne	2007	Conseil européen des professions libérales (CEPLIS)	4 pages www.ceplis.org/fr/valeurs.php	0	
Standards, Training and Education for Progression: the Constructive Guide	2010	Construction Industry Council (UK)	124 pages http://www.cic.org.uk/activities/ STEP.pdf	N	Contient : EUSCCCIP Framework for CPD, CISC User's Guide, Professional Competence Model
Passeport de langues Europass	2001	Conseil de l'Europe	http://europass.cedefop.europa. eu/europass/home/hornav/ Downloads/LangPassport/ ELPTemplate.csp	0	
National Occupational Standards for Management and Leadership	2008	Management Standards Centre (RU.)	www.management-standards.org	N	

International (plusieurs pays)

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Convention de reconnaissance de Lisbonne (original) (titre original : « Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne »)	1997	Conseil de l'Europe	http://conventions.coe.int/Treaty/ FR//Treaties/Html/165.htm	Probablement	Document original. Voir publication mise à jour ci-dessous.
Recommandation révisée sur les procédures et les critères d'évaluation des qualifications et des périodes d'études étrangères	Juin 2010	UNESCO/Conseil de l'Europe	25 pages http://www.cicdi.ca/docs/lisboa/ recommendation-foreign- qualifications-2010.fr.pdf	0	 p. 2-3 : série d'ententes préalables pertinentes et d'organisations liées. p. 4-11 : éléments de base des bonnes pratiques (pas seulement pour les évaluatrices et évaluateurs, mais aussi pour leurs organismes – comme le niveau des frais), dont beaucoup d'aspects sont pertinents pour les attitudes et les valeurs. p. 12-23 : notes sur chaque paragraphe de la section précédente. p. 23-25 : procédure d'évaluation des qualifications étrangères. Il est intéressant de noter que : l'UNESCO a adopté le Supplément au diplôme Europass; les résultats d'apprentissage sont mis en avant; on accepte l'équivalence approximative, sans exiger une équivalence totale dans les détails; on reconnaît la différence entre potentiel (se manifestant sous la forme de notes élevées), qui permet à l'individu de s'inscrire à un cours, et compétence, qu'on exige pour accorder un permis d'exercer.
Références générales sur la Convention de Lisbonne	1990-2010	CICDI	http://www.cicic.ca/662/ convention-de-lisbonne.canada	0	Contient des liens vers les documents suivants : • texte intégral de la Convention; • Recommandation révisée de 2010 (voir ci-dessus); • Code révisé de bonnes pratiques; • Recommandation relative à la reconnaissance des diplômes conjoints; • Charte ENIC-NARIC commune d'activités et services; • Recommendation on International Access Qualifications [en anglais].
Developing attitudes to recognition: substantial differences in an age of globalisation	Déc. 2009	Conseil de l'Europe	170 pages	N	Discussion détaillée sur les enjeux techniques, philosophiques, administratifs et politiques intervenant dans le concept de « différences substantielles ». Sous la direction de Stephen Hunt et Sjur Bergan.

International (pays unique)

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Information management system	2008	UK NARIC	5 pages	N	
Evaluation Criteria and Methodology	2008	UK NARIC	5 pages	N	
Application Procedures	2008	UK NARIC	3 pages	N	

Références et contacts externes

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Référence générale sur l'évaluation	1999-2010	ENIC-NARIC	http://www.enic-naric.net/	N	Le CMEC a une liste de diffusion rassemblant les évaluatrices et évaluateurs de diplômes internationaux d'ENIC-NARIC (plus de 200). On a utilisé les adresses de courriel de 55 pays (sans inclure l'Islande) pour envoyer le questionnaire.
Description de poste pour une évaluatrice ou un évaluateur de diplômes	Janv. 2007	Brit. Col. Inst of Technology	2 pages	N	 Définition des exigences actuelles dans la recherche de nouvelles évaluatrices et de nouveaux évaluateurs en Colombie-Britannique.
Offre d'emploi pour une évaluatrice ou un évaluateur de diplômes		Brit. Col. Inst of Technology	1 page	N	
Suggestions de Philip Mondor	29 oct. 2010		1,5 page (courriel)	N	 Il faudrait mettre l'accent sur l'analyse comparative à l'activité 3. Commentaires sur la validation de la norme. Affirmation de la fonction du profil. Devrait discuter des niveaux de compétence.
Liste de coordonnées ENIC-NARIC	Nov. 2011	CICDI	2 pages	N	Contient la liste de toutes les dirigeantes et de tous les dirigeants des 55 pays, plus leurs adresses de courriel.
Code de pratique UK NARIC	2008	UK NARIC	De la page d'accueil du site Web		 Systèmes de gestion des renseignements. Évaluation. Procédure de demande. Tableau.
Cadre d'assurance de la qualité	Nov. 2009	ACSED			
Plan d'action économique du Canada		Gouvernement du Canada	Site Web principal : http://www. actionplan.gc.ca/fra/index.asp		

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Description d'emploi : évaluatrice ou évaluateur de diplômes			4 pages	N	Résumé des principaux points pour les évaluatrices et évaluateurs ayant le profil idéal.
Résultats de l'enquête : mémorandum de la réunion de mars	23 mars 2009	Atelier de World Education Services (WES)	Feuille de calcul	N	• Données obtenues par l'intermédiaire de l'atelier de WES.
Profil de compétences - Résumé	Juin 2009	Atelier de WES	2 pages	N	 Résume le profil de compétences pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes. Analyse des compétences.
Analyse des habiletés et compétences		Atelier de WES	7 pages	N	 Résume l'analyse des compétences et aptitudes pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes. Discussion sur les compétences en relations interpersonnelles, le savoir-faire technique, etc.

Documents obtenus auprès des personnes contactées pour le questionnaire et les groupes de discussion

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Profil de poste	15 oct. 2010	Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada	4 pages	N	Description d'emploi pour « conseiller, politiques et évaluation de diplômes ». Poste désormais comblé. Exige une expérience dans le domaine juridique (domaine précisé).
Description de poste	1er mars 2006	Université Athabasca	5 pages	N	Description de poste pour « évaluatrice ou évaluateur principal ».
Description de poste	1er mars 2006	Université Athabasca	4 pages	N	Description de poste pour « évaluatrice ou évaluateur intermédiaire ».
Description de poste	1er mai 2010	Université Athabasca	7 pages	N	Description de poste pour « adjointe ou adjoint intermédiaire en articulation ».
Description de poste	1er mai 2010	Université Athabasca	9 pages	N	Description de poste pour « adjointe ou adjoint principal en articulation ».
Description de poste	1er juillet 2009	Université Athabasca	6 pages	N	Description de poste pour « adjointe ou adjoint en évaluations ».
Profil de compétences en formation continue	Oct. 2004	Alberta College of Paramedics	112 pages	N	Profil de compétences pour une répondante ou un répondant médical d'urgence (RMU).
Profil de compétences en formation continue	Oct. 2004	Alberta College of Paramedics	131 pages	N	Profil de compétences pour une technicienne ou un technicien d'urgence médicale.

TITRE	DATE	AUTEUR/ SOURCE	TAILLE/SITE WEB	FRANÇAIS	NOTES
Profil de compétences en formation continue	Oct. 2004	Alberta College of Paramedics	168 pages	N	Profil de compétences pour une technologue ambulancière paramédicale ou un technologue-ambulancier paramédical.
Description de poste		IQAS	5 pages	N	Description de poste pour « une consultante principale ou un consultant principal en évaluation de la formation » (IQAS).
Conseillère et conseiller en reconnaissance des acquis et des compétences	2006	Gouvernement de Québec - ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	48 pages	O (document original en français)	Analyse de la situation pour le travail au Québec.



L'équipe responsable du projet a organisé quatre réunions d'évaluatrices et d'évaluateurs de diplômes d'études en exercice afin d'obtenir des renseignements pour le profil de compétences et des questions apparentées :

29 OCTOBRE 2010

L'après-midi de la réunion de lancement du Groupe de travail sur le profil de compétences(GTPC) (dans les bureaux du CMEC, à Toronto) a été consacrée à une discussion en groupe. Au GTPC est venue s'ajouter Joy Van Kleef, de sorte qu'il y avait 14 personnes présentes, dont au moins huit personnes exerçant à l'heure actuelle des fonctions d'évaluation de diplômes d'études.

2 NOVEMBRE 2010

On a organisé une réunion spéciale dans les locaux du Conseil atlantique des ministres de l'Éducation et de la Formation (CAMEF) à Halifax. En dépit du préavis très court, deux personnes évaluant actuellement des diplômes ont été en mesure de venir du Nouveau-Brunswick pour participer à la réunion.

8 NOVEMBRE 2010

Séance d'une heure
lors de la conférence de
l'Association canadienne
pour la reconnaissance des
acquis (CAPLA) à Ottawa. Il y
avait environ 50 personnes
présentes. Le CICDI a expliqué
le contexte (phase II du projet
« Normes pancanadiennes de
qualité pour l'évaluation des
diplômes internationaux », dont
le présent projet est l'un des
volets). Le reste de la séance
a servi à présenter le projet, à
distribuer une première liste

de fonctions, à inviter les gens à faire des commentaires et des suggestions et à poser des questions, à nommer des personnes-ressources et les principales sources d'information.

13 JANVIER 2011

Groupe de discussion du Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec (CEFAHQ).

Lors de la réunion de lancement, on a rassemblé les renseignements suivants :

- Types d'organismes employant des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études (profil des organismes)
 - · taille et culture
 - lieux
 - nombres d'évaluatrices et d'évaluateurs de diplômes d'études
 - · autre chose?
- 2. « Clientèle » des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études
 - types d'organismes
 - types de personnes (nationalité, profession, compétences)
 - types de qualifications évaluées
 - autre chose?
- Historique du rôle des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études
 - · envergure du travail
 - formation et qualifications pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études
 - tendances
- 4. Coordonnées des principales sources d'information (au Canada et à l'étranger)
- 5. Commentaires sur le format proposé pour le profil de compétence
- 6. Quels sont les produits/résultats du travail d'une évaluatrice ou d'un évaluateur de diplômes d'études?
- 7. Fonctions remplies par les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études

Parmi ces différents points, c'est le point 7 qui était le plus important et on a rassemblé, trié et classé la liste des fonctions.

Lors de la rencontre à Halifax, le projet a tout d'abord été présenté par Camprof. Puis on a fait un remueméninge sur la liste des produits/résultats du travail d'une évaluatrice ou d'un évaluateur de diplômes d'études (point 6 ci-dessus), puis sur la liste des fonctions remplies par les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études (point 7 ci-dessus). On s'est servi de ce travail pour valider et enrichir les listes préparées à Toronto. On a préparé une liste de synthèse, dont on s'est servi à Ottawa.

En dépit du nombre élevé de personnes présentes lors de l'atelier à Ottawa et du lien étroit entre la RAC et les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études, le volume de nouveaux renseignements n'était pas très élevé. La liste de synthèse des fonctions des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études issue des trois séances de réflexion est présentée dans les pages qui suivent.

La séance de réflexion de janvier au CEFAQH, a servi à vérifier la liste des compétences dressée lors des trois séances précédentes. Cette séance a également fait office de réunion des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études francophones et s'est déroulée en français.

Pendant la discussion sur la liste des compétences, certaines questions ont été soulevées quant à la traduction des termes, comme celle de « proofreading » par « relire ».

Les participantes et participants se sont montrés d'avis que la relecture est un aspect normal de tout processus et que ce terme n'indique pas précisément ce qui est nécessaire ici. L'un des participants a suggéré d'utiliser le terme « revoir » (sous différents angles), qui serait plus approprié.

Les notions de la RAC et de l'apprentissage à vie ont été mentionnées à plusieurs reprises, avec une discussion consacrée dans une petite mesure au rôle qu'elles jouent dans l'évaluation des diplômes d'études. Les participantes et participants ont exprimé le sentiment que, s'il est important pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études de reconnaître l'importance de la RAC et de la validation de l'apprentissage effectué tout au long de la vie, l'évaluation d'un tel apprentissage ne relèverait pas du travail d'une évaluatrice ou d'un évaluateur de diplômes d'études.

L'une des notions clés qui manquaient dans la liste des compétences, selon toutes les personnes présentes, était la conscience de l'impact que la décision prise à l'issue de l'évaluation peut avoir sur la vie de la demandeuse ou du demandeur et sur sa capacité à gagner sa vie. Cette notion est exprimée sous la forme de l'intitulé « respect vis-à-vis de la personne ». Ce respect englobe des éléments comme la confidentialité et le caractère humain des interactions quand la demandeuse ou le demandeur et l'évaluatrice ou l'évaluateur sont amenés à discuter de la demande.

En ce qui concerne la présentation, les participantes et les participants ont exprimé le sentiment que les trois différents groupes pour la communication étaient superflus, mais qu'il était possible d'organiser les compétences de façon hiérarchique dans une seule et même catégorie, de façon à faciliter la compréhension. La discussion – qui figurait initialement sous l'intitulé « communication » – est un aspect important et les participantes et participants ont recommandé de l'inclure sous l'intitulé « formation », parce qu'il s'agit de la meilleure méthode de préparation des nouvelles employées et des nouveaux employés (avec la présentation d'études de cas et l'échange d'opinions). Les participantes et participants étaient également d'avis que les compétences mentionnées dans le cadre du processus d'appel relevaient de la section sur la communication, parce qu'il s'agit simplement d'une forme différente de communication. Il faut noter que le Québec a un processus d'appel indépendant et unique en son genre, qui devrait selon les participantes et les participants figurer dans le profil en tant que compétence facultative.

Dans l'ensemble, les participantes et les participants ont indiqué que la liste des compétences représentait de façon très exacte le travail typique d'une évaluatrice ou d'un évaluateur de diplômes d'études. Il restait quelques problèmes mineurs dans la traduction et certaines compétences étaient omises ou placées dans la mauvaise section, mais l'impression globale était qu'il s'agissait d'une liste très complète.

FONCTIONS REMPLIES PAR UNE ÉVALUATRICE OU UN ÉVALUATEUR DE DIPLÔMES D'ÉTUDES AU CANADA

PROCESSUS

- établir l'historique de la formation de la personne candidate
- · déterminer les documents supplémentaires requis
- · appliquer la méthodologie de l'évaluation de diplômes
- comparer les systèmes éducatifs de l'étranger au système du Canada (cadre de qualifications)
- faire une analyse comparative : comparer les diplômes d'études étrangers aux normes du Canada
- · faire une évaluation détaillée
- évaluer les exigences et faire respecter les politiques en matière de services
- interpréter la politique pour les admissions en vertu de la décision de l'évaluation
- · formuler des décisions concernant les équivalences
- · préparer des déclarations officielles
- · relire (revoir)
- · déterminer la valeur en crédits
- · créer des échelles de conversion des notes
- · examiner les demandes d'évaluation
- · déterminer les cas où la RAC devient nécessaire
- · modifier/ajuster les procédures
- · travailler avec la terminologie
- · vérifier l'authenticité des documents

ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- · interpréter les politiques en ce qu'elles s'appliquent aux décisions
- · réexaminer la politique, modifier/corriger les renseignements
- · effectuer une réflexion critique
- s'assurer que l'évaluation est conforme aux décisions prises par le passé ou par d'autres organismes

LANGUES ÉTRANGÈRES

- procéder à des vérifications ponctuelles des traductions
- · lire dans une langue étrangère
- apprendre les problèmes propres aux pays (p. ex., les documents exigés) ou déterminer où se procurer ces renseignements

RECHERCHE

- consulter des bases de données/les dossiers antérieurs/d'autres organismes dans l'optique de prendre une décision sur les équivalences
- rechercher des renseignements dans des livres, des publications, sur Internet $\,$
- · rechercher des renseignements sur différents systèmes éducatifs
- · établir le statut de reconnaissance des établissements
- contacter les établissements éducatifs, les autres institutions, les ministères, les organismes agréés pour obtenir des renseignements supplémentaires
- · analyser la portée et l'intention du programme

GESTION DES RENSEIGNEMENTS

- produire et analyser des statistiques sur la clientèle et les évaluations
- travailler avec un ordinateur, Internet et des bases de données
- · construire une base de données sur l'évaluation
- enregistrer des demandes dans une base de données, tenir cette base à jour et la gérer
- · déterminer les dossiers à enregistrer de façon permanente
- tenir un registre des documents qui établissent des précédents/pour la base de données
- · mettre à jour la base de données des lettres d'évaluation
- créer des ressources pour l'évaluation de diplômes (guides sur les diplômes, modèles, etc.)
- annoter les documents du bureau avec une explication des résultats obtenus pour les diplômes qui sont rares, dont l'authenticité est confirmée ou dont le caractère frauduleux est confirmé

COMMUNICATION ET COLLABORATION

· mettre en commun des connaissances avec des collègues

- faire des présentations à ses homologues, à la clientèle et aux partenaires publics
- · participer à des ateliers de sensibilisation et à des ateliers externes
- · communiquer avec la clientèle/les organismes (internes et externes)
- coopérei
- · correspondre avec les personnes-ressources sur l'évaluation des diplômes
- assurer la liaison avec d'autres organismes sur des questions précises

COMMUNICATIONS EXTERNES

- · recevoir des demandes d'évaluation de diplômes
- répondre aux demandes par courriel et par téléphone sur les exigences pour les documents et la procédure de demande
- communiquer avec la clientèle/les organismes, les agences internes et externes
- aviser la clientèle de la nécessité de vérifier les documents ou d'obtenir des renseignements supplémentaires sur l'établissement ou le programme
- · produire les lettres indiquant les décisions prises sur l'évaluation
- · adresser la clientèle aux autres organismes appropriés
- · expliquer à la clientèle le processus qui a mené à la décision
- · répondre aux demandes du public et des parties intéressées

COMMUNICATIONS INTERNES

- conseiller/consulter les autres sur les questions relatives à l'évaluation des diplômes
- · discuter des évaluations avec les collègues
- · participer à des réunions
- · collaborer avec des collègues sur les décisions concernant l'évaluation

INTÉGRITÉ PROFESSIONNELLE

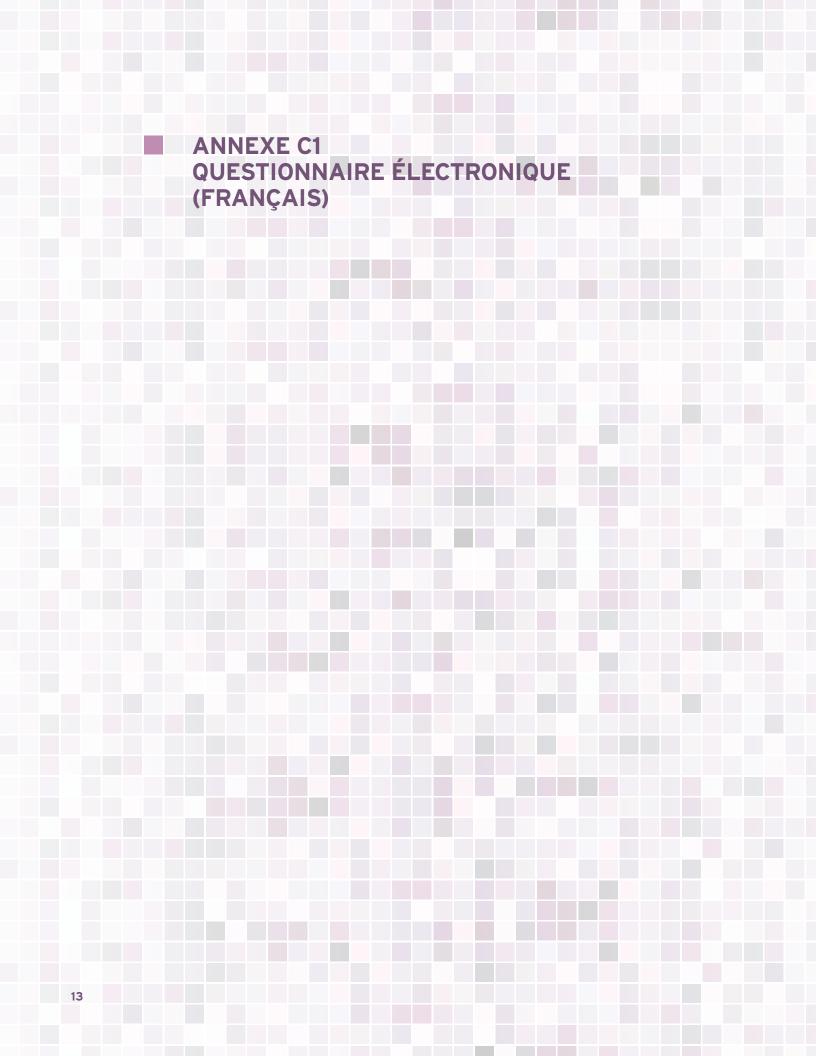
- se tenir au courant des pratiques exemplaires ou définir des pratiques exemplaires
- · défendre les bonnes pratiques d'évaluation
- se livrer à des pratiques professionnelles et conformes à la déontologie
- contribuer au développement et à la protection du secteur et de la pratique de l'évaluation de diplômes
- · contribuer aux protocoles de recherche
- apporter une contribution professionnelle aux groupes et aux collègues
- apporter de nouvelles idées pour améliorer la politique concernant les systèmes et les techniques d'évaluation

FORMATION

- · s'informer sur les procédures pour la documentation
- · s'informer sur les systèmes éducatifs
- observer des évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études de rang supérieur
- · discuter des décisions avec les collègues
- former d'autres évaluatrices et évaluateurs de diplômes
- jouer le rôle de mentor auprès d'autres évaluatrices et évaluateurs de diplômes

APPELS

- recevoir les demandes d'appel/les plaintes
- · trancher les demandes d'appel/les plaintes
- · justifier les décisions (plaintes/appels)
- communiquer la décision et les raisons à la candidate ou au candidat de façon à ce qu'elles soient bien comprises



1. Identité

Renseignements démographiques			
Nom: Titre: Nom de l'organisme: Adresse: Province: Code postal:		Téléphone : Adresse électronique :	
Votre organisme correspond à quel type parmi les su	uivants?		
 □ Service d'évaluation des titres de compétences □ Université □ Collège □ Fournisseur de programmes de formation □ Gouvernement fédéral □ Gouvernement provincial ou territorial □ Organisme d'apprentis 		 □ Organisme de réglementation □ Conseil sectoriel □ Employeur □ Association professionnelle □ Syndicat □ Autre (veuillez préciser ci-dessous) 	
2. Envergure			
Votre organisme évalue-t-il :			
	OUI		OUI
 Diplômes d'études supérieures Diplômes de premier cycle Grades d'associé Résultats d'études collégiales École secondaire/école secondaire de deuxième cycle 		 Qualifications professionnelles Qualifications spécialisées Expérience de travail Autres résultats scolaires Autre 	
Êtes-vous spécialisé dans un domaine ou un secteur Dans l'affirmative, veuillez préciser :	?		

3. Volume

Combien d'évaluateurs d'attestations votre organisme emploie-t-il?

Nombre d'évaluations par année :

- à l'étranger
- au Canada

4. Fonctions

Quelles sont les fonctions de vos évaluatrices et évaluateurs d'attestations d'études?

		1	oui
ı			001
•	Recevoir et consigner les demandes d'évaluation		
٠	• Passer en revue les titres de compétences d'un postulant et les comparer aux bases de données de		
	comparaison existantes à l'aide des procédures établies		
	 Noter les résultats des évaluations et les motifs des décisions 		
٠	 Aviser la postulante, le postulant, la cliente ou le client des résultats de l'évaluation 		
	Recevoir et traiter les demandes d'appel et les plaintes		
	• Effectuer des recherches sur les qualifications étrangères afin de créer de nouvelles données de comparaison		
•	Élaborer de nouvelles procédures ou améliorer celles en place		
	Tenir des registres des évaluations		
	· Veiller à la validité des demandes des postulantes et postulants en vérifiant auprès des organismes		
	pertinents ou en faisant d'autres types de vérifications		
	 Maintenir des ressources informatives sur les systèmes d'éducation à l'étranger 		
	 Sur demande, fournir de l'information sur les études postsecondaires au Canada 		
•	• Faire la promotion des services de l'organisme auprès des personnes qui pourraient (potentiellement)		
	y avoir recours		
	Autres - veuillez en dresser la liste		
Que	els résultats obtiennent ces personnes ou quels produits fabriquent-elles?		
5.	. Documentation		
Vot	re organisme possède-t-il certains des documents suivants? Pourriez-vous les fournir?		
	OUI P	AR COU	RRIEL
	• Profil de compétences, norme professionnelle (ou similaire) □		
•	• Description d'emploi ou de poste □		

6. Qualifications

Autre

· Annonce de postes à combler

Votre organisme précise-t-il certaines qualifications minimales ou souhaitées pour être évaluatrice ou évaluateur d'attestations d'études?

- Éducation :
- Expérience:
- Compétences :
- Valeurs, attitudes, autre :

7. Formation

Offrez-vous de la formation à vos évaluatrices et évaluateurs d'attestations d'études? Veuillez dresser la liste des cours, leur type et leur durée :

TYPE DE COURS | DURÉE

•

8. Clientèle

Qui sont les principales clientes et les principaux clients de vos évaluations?

9. Organismes apparentés

Veuillez dresser la liste des principaux organismes qui vous sont apparentés ou avec lesquels vous travaillez :

10. Tendances et changements

Selon vous, quelles seront les principales tendances au cours des quelques années à venir?

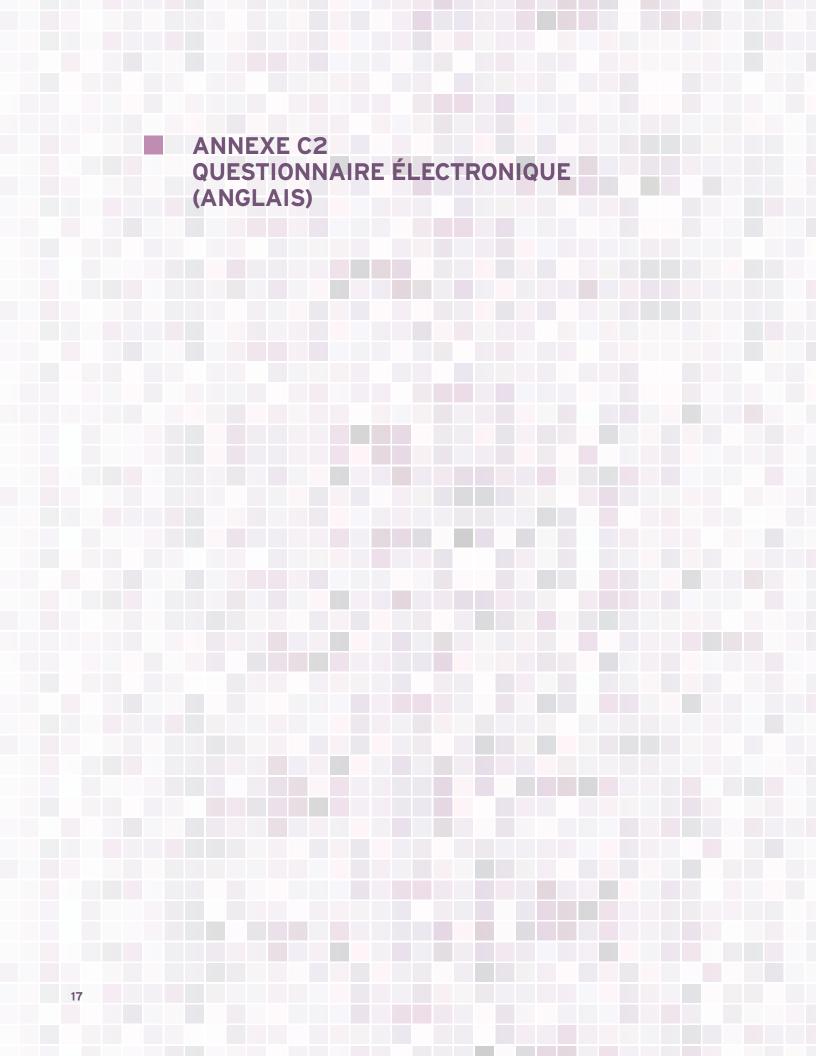
11. Suivi

Y a-t-il d'autres personnes ou organismes avec lesquels vous nous recommandez de communiquer? Veuillez nous donner leurs coordonnées.

Existe-t-il des documents ou des sites Web sur les évaluations d'attestations d'études ou sur les personnes qui effectuent de telles évaluations que vous nous recommanderiez?

Nous souhaitons aussi obtenir de l'information sur le marché du travail, par exemple le recrutement et les questions relatives aux compétences. Avez-vous des suggestions à cet égard?

Souhaitez-vous discuter de ces sujets dans le cadre d'une entrevue téléphonique (en français ou en anglais)? Dans l'affirmative, veuillez suggérer une date et une heure qui vous conviennent :



1. Identity Demographic Information Name of person: Telephone: E-mail: Name of organization: Address: What type of organization are you? □ Credential assessment service □ Regulatory body

2. Scope

☐ University

☐ Training provider

 \square National government or agency

 \square Regional or local government

☐ College

Does your organization assess:

	YES		YES
 Higher level degrees 		 Professional qualifications 	,
 First degrees 		 Vocational qualifications 	
 Associate or foundation degrees 		Work experience	
 College results 		Other school results	
 High school/senior secondary school 		Other:	

☐ Sector council

☐ Trade association

□ Employer

☐ Trade union

☐ Other:

Do you have any subject or sector specialties?

3. Volume

How many credential assessors does your organization employ?

Number of assessments per year:

- Foreign
- Internal (Domestic)

4. Functions

What functions do your credential assessors perform?

	YES
Receive and record requests for assessment	' _□
Review applicant's credentials against existing comparison databases using established procedures	
Record the results of assessments, with reasons for decisions	
Advise applicant or client of results of assessment	
Receive and handle appeals or complaints	
Research foreign qualifications to create new comparison data	
Develop new or improved procedures	
Maintain records of assessments	
Ensure validity of applicant's claims by checking with awarding body or other checks	
Maintain information resources on foreign education systems	
Provide information on national postsecondary studies on request	
Promote the organization's services to (prospective) users	
Other - please list	

What outcomes do they produce?

5. Documentation

Does your organization have any of the following documents? Are you willing to provide them?

	YES	E-MAILED
Competency profile, occupational standard (or similar)		
Job or role description		
Job advertisement		
• Other		

6. Qualifications

Does your organization specify any minimum or desired qualifications?

- Education:
- Experience:
- Skills:
- · Values, attitudes, other:

7. Training

Do you provide training for your credential assessors? Please list courses:

TYPE OF COURSE

DURATION

•

8. Customers

Who are the principal customers for your assessments?

9. Related organizations

Please list the other main organizations you relate to or work with:

10. Trends and changes

What do you think will be the main trends over the next few years?

11. Follow-up

Are there any other individuals or organizations you would recommend we approach?

Are there any documents or websites on credential assessors you would recommend?

Would you be willing to discuss these topics in a telephone interview (English or French)? If yes, please specify an appropriate date and time:

PERSONNES AYANT RÉPONDU AU QUESTIONNAIRE ÉLECTRONIQUE POUR LE CANADA

NOM	PROVINCE	ORGANISME
Becky Donelon	Alberta	Alberta College of Paramedics
Doug Cook	Alberta	College of Dieticians of Alberta
Jeff Stull	Alberta	International Qualifications Assessment Service
Jim D'Arcy	Alberta	Université Athabasca
Patrick Hanlon	Alberta	Alberta Association of Immigrant Serving Agencies
Wendy Nielsen	Alberta	Alberta Education Professional Standards
Deirdre Brown	Colombie- Britannique	Université de la Colombie-Britannique
Jelena Putnik	Colombie- Britannique	Projet intergouvernemental de formation d'appoint en pratique sage-femme
Kristine Smalcel Pederson	Colombie- Britannique	Université Thompson Rivers
Mary Zhang	Colombie- Britannique	International Credential Evaluation Service
Michael Bluhm	Colombie- Britannique	Université de la Colombie-Britannique
Roger Hur	Colombie- Britannique	International Credential Evaluation Service
Aimée Pittet	Manitoba	Red River College
Jeff Huston	Manitoba	Université du Manitoba
Michelle Hagglund	Manitoba	College of Dieticians of Manitoba
Lauren Waples	Manitoba	Red River College
Dan Mills	Nouveau- Brunswick	Éducation postsecondaire, Formation et Travail
David Hinton	Nouveau- Brunswick	Université du Nouveau-Brunswick, Fredericton
Lynda Finley	Nouveau- Brunswick	Association des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick
Stephen McCarthy	Nouveau- Brunswick	Éducation postsecondaire, Formation et Travail, Apprentissage et certification professionnelle
Teresa Francis	Nouvelle-Écosse	Prior Learning Centre
Audra Jefremovas	Ontario	Comparative Education Service

NOM	PROVINCE	ORGANISME
Beka Tavartkiladze	Ontario	World Education Services
Bonnie Kennedy	Ontario	Association canadienne pour la reconnaissance des acquis
Christiane DesLauriers	Ontario	Association canadienne des ergothérapeutes
Deborah Wolfe	Ontario	Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada
Elisa Rolon	Ontario	Ingénieurs Canada
Eva Schausberger	Ontario	Conseil canadien des ressources humaines en tourisme
Fred Phelps	Ontario	Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Hanca Chang	Ontario	Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Katie Condon	Ontario	Association canadienne des ergothérapeutes
Leila Harbinson	Ontario	Fédération des enseignantes/enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
Mary Lou Gignac	Ontario	Ordre des diététistes de l'Ontario
Monica Chong	Ontario	Comparative Education Service
Robin Ormsby	Ontario	Conseil ontarien d'évaluation des qualifications
Sarah Ledwidge	Ontario	Service canadien d'évaluation des documents scolaires internationaux
Suzanne Kay	Ontario	Association canadienne des ergothérapeutes
Alain Collette	Quebec	Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec
Alain Liard	Quebec	Ordre des géologues du Québec
Alexandre Dufour-Mignault	Quebec	Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec
Céline Giroux	Quebec	Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec
Claire Jeffrey	Quebec	Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec
Emmanuelle Duquette	Quebec	Ordre des technologues en imagerie médicale et en radio-oncologie du Québec
Danielle Pilette	Quebec	Ordre des urbanistes du Québec
Félix Dunais	Quebec	Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec
Giles Nollet	Quebec	Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec
Karine Blais	Quebec	Ordre des CMA du Québec
Louisette Rougeau	Quebec	Ordre des agronomes du Québec

NOM	PROVINCE	ORGANISME
Marielle Pauzé	Quebec	Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
Marie-France Tremblay	Quebec	Ordre des chiropracticiens du Québec
Mathieu Demers	Quebec	Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec
Michel Bédard	Quebec	Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec
Pauline Pommet	Quebec	Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec
Félix Dunais	Quebec	Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec
Pierre Labbé	Quebec	Service régional d'admission au collégial de Québec
Sandra Lacroix	Quebec	Ordre des CGA du Québec
Serge Orzes	Quebec	Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec
Stéphane Beaulieu	Quebec	Ordre des psychologues du Québec
Suzanne Bareil	Quebec	Ordre des ingénieurs forestiers du Québec
Sylvie Lebœuf	Quebec	Collège des médecins du Québec
Tina Maki	Saskatchewan	Association of Professional Engineers & Geoscientists of Saskatchewan

ANNEXE C4
PERSONNES AYANT RÉPONDU AU
QUESTIONNAIRE ÉLECTRONIQUE
INTERNATIONAL

NOM	PAYS	ORGANISME
Mimoza Gjika	Albanie	Ministère de l'Éducation et des Sciences, NARIC Albanie
Enric Manel Garcia Lopez	Andorre	Département des organismes d'enseignement et des qualifications
Liana Karakhanyan	Arménie	Centre national d'information pour la reconnaissance des études et la mobilité des étudiants
Amanda Gordon	Australie	AEI-NOOSR, Department of Education, Employment and Workplace Relations
Heinz Kasparovsky	Autriche	ENIC-NARIC Autriche
Ina Mitskevich	Bélarus	Institut national de l'enseignement supérieur
Erwin Malfroy	Belgique	Ministère de l'Éducation et de la Formation pour la Flandre
Kostadin Tonev	Bulgarie	Centre national d'information et de documentation
Katarina Simic	Croatie	Agence des sciences et de l'enseignement supérieur
Allan Bruun Pedersen	Danemark	Agence danoise de l'éducation internationale
Juan Carlos Parodi	Espagne	Ministère de l'Éducation
Gunnar Vaht	Estonie	Fondation Archimède
Maie Kreegipuu	Estonie	Département de psychologie de l'Université de Tartu
James S. Frey	États-Unis	Educational Credential Evaluators, Inc.
Valery Mitrofanov	Fédération de Russie	ENIC Russie
Susanna Karki	Finlande	Conseil national de l'éducation de la Finlande
Tikkanen Tuomo	Finlande	Association des psychologues de la Finlande
Amaury Tiberghien	France	CIEP-ENIC NARIC France
Gabor Meszaros	Hongrie	Administration de l'éducation, Centre des équivalences et de l'information de la Hongrie
Niamh Lenehan	Irlande	National Qualifications Authority of Ireland
Shirley Micallef	Malte	Centre d'informations sur la reconnaissance des qualifications de Malte
Pamela Hulston	Nouvelle-Zélande	New Zealand Qualification Services
Bas Wegewijs	Pays-Bas	Nuffic
Hanna Reczulska	Pologne	MNiSW
Nurilya Shakhanova	République du Kazakhstan	Centre national d'agrément du ministère de l'Éducation et des Sciences

NOM	PAYS	ORGANISME
Cloud Bai-Yun	Royaume Uni	UK-NARIC
Jim Birch	Royaume Uni	Engineering Council
Sabina Zajc	Slovénie	Ministère de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Technologie, Unité de reconnaissance des études, ENIC/NARIC Slovénie
Lars Petersson	Suède	Agence nationale de la Suède pour l'enseignement supérieur
Hulya Pisirici	Turquie	Unité de la reconnaissance, Conseil de l'enseignement supérieur, Turquie
Father Friedrich Bechina	Vatican	Congrégation pour l'éducation catholique



Après la première série de réponses aux questionnaires électroniques, nous avons communiqué avec un petit nombre de personnes du Canada et d'autres pays ayant répondu au questionnaire pour leur demander si elles voudraient participer à un entretien téléphonique. Nous avons également envoyé à celles qui acceptaient de répondre quelques questions par courriel sur le nombre d'employées et d'employés dans leur organisme et au sein de leur marché du travail.

Nous avons communiqué avec les personnes suivantes et organisé par la suite des entretiens avec elles :

- Jim S. Frey (Educational Credential Evaluators, Inc.)
- Amanda Gordon (Educational & Professional Recognition Unit, AEI-NOOSR, Australie)
- Lars Petersson (Agence nationale de la Suède pour l'enseignement supérieur ENIC-NARIC, Suède)
- Kristine Smalcel Pederson (Université Thompson Rivers, Colombie-Britannique)
- Michel Bédard (CEFAHQ, Québec)
- Tim Owen (World Education Services, Ontario)
- Jeff Stull (International Qualification Assessment Services, Alberta)
- Deborah Wolfe (Comité national sur les équivalences des diplômes de droit, Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada, Ontario).
- Sjur Bergan, qui n'a pas répondu au questionnaire, mais qui est un expert reconnu au plan international dans le secteur des politiques d'évaluation des diplômes d'études et qui est le coauteur du livre du Conseil de l'Europe intitulé Developing attitudes to recognition: substantial differences in an age of globalisation, a également participé à un entretien.

Le nombre total d'entretiens a donc été de neuf, dont quatre concernaient des personnes de la communauté internationale et cinq divers groupes au sein du Canada.

Les entretiens avaient plusieurs objectifs : obtenir des connaissances supplémentaires sur la formation, discuter des taux de roulement du personnel (c.-à-d. de la difficulté de trouver et de conserver un personnel de qualité) et comprendre les principales difficultés que rencontrent les évaluatrices et les évaluateurs. Le principal constat, sur l'ensemble des entretiens, est que la capacité de trouver et de conserver un personnel de qualité dépend

dans une large mesure du type d'organisme concerné. Les organismes gouvernementaux, par exemple, trouvent souvent qu'il est difficile de trouver des personnes qui ont le bon profil et sont prêtes à rester longtemps, parce que le recrutement est limité au petit nombre d'employées et d'employés potentiels qui ont déjà réussi les examens du gouvernement. À l'inverse, les organismes privés disent qu'il est relativement facile de trouver du personnel et qu'ils peuvent se concentrer davantage sur les qualités qui feront de la personne une bonne évaluatrice ou un bon évaluateur (comme la capacité de prêter attention aux détails, le désir d'acquérir de nouvelles connaissances, le fait d'être disposé à apprendre à un rythme approprié, etc.). De même, la période pendant laquelle les institutions financées par le gouvernement s'attendent à pouvoir conserver leurs évaluatrices et évaluateurs est nettement plus brève – entre deux et cinq ans – que pour les organismes privés, au sein desquels le taux de roulement du personnel est très faible.

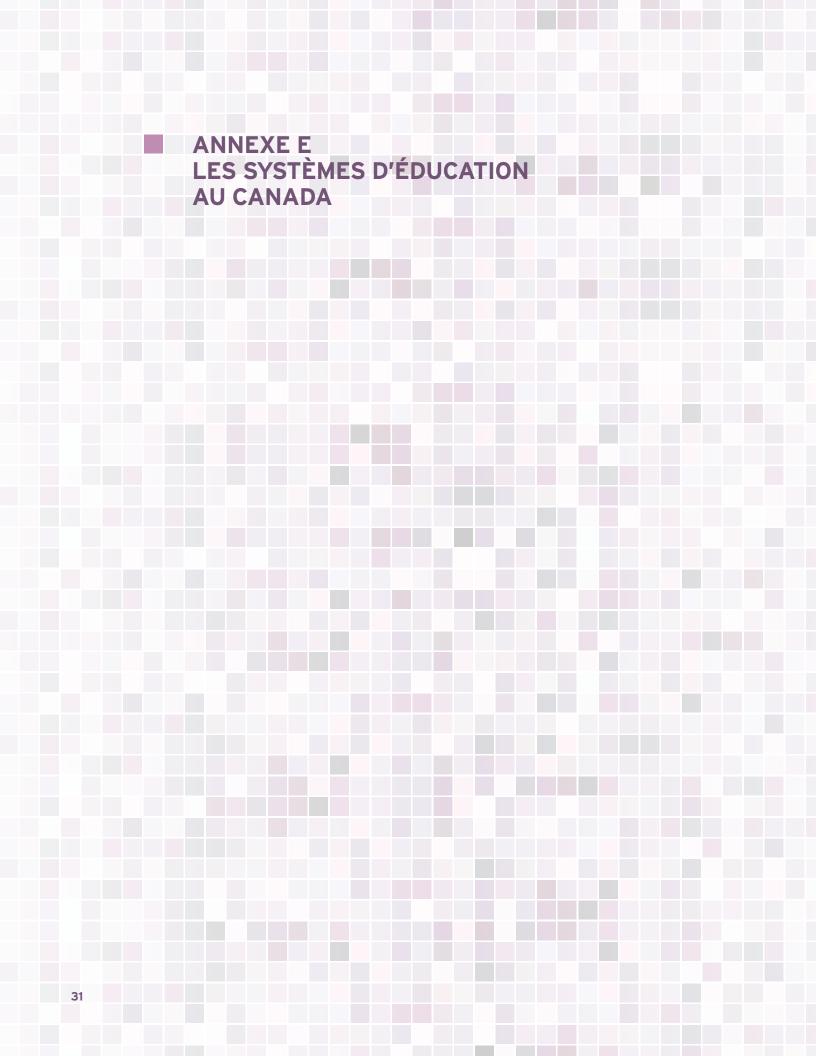
La situation en matière de formation est assez semblable dans tous les organismes avec lesquels nous avons communiqué. Comme il n'existe que très peu de programmes de formation offerts dans la communauté internationale et que les programmes existants sont de durée très brève ou se situent à un niveau très élémentaire, la formation se fait presque toujours à l'interne. Les méthodes généralement employées sont le mentorat, dans lequel la nouvelle évaluatrice ou le nouvel évaluateur travaille sous la supervision d'une évaluatrice ou d'un évaluateur expérimenté, effectue son apprentissage et apprend les méthodes au fur et à mesure, ou un travail d'entraînement à partir d'études de cas traités par l'organisme par le passé. L'une des personnes interviewées indique que son organisme se sert d'un système fondé sur les compétences, dans lequel la nouvelle évaluatrice ou le nouvel évaluateur apprend chaque compétence et s'entraîne à la mettre en pratique avant de passer à la suivante.

Les principales difficultés rencontrées sont elles aussi relativement uniformes. Les documents falsifiés sont un problème assez important. Il est non seulement coûteux, mais aussi difficile de dépister certains types de falsifications et peu d'organismes ont les moyens de faire de telles évaluations. Il n'existe pas de « liste noire » officielle pour les documents falsifiés, même si certains

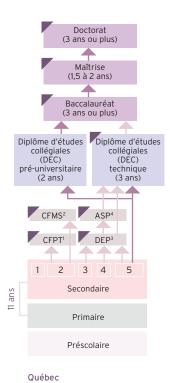
organismes qui sont en liaison étroite les uns avec les autres mettent en commun leurs découvertes.

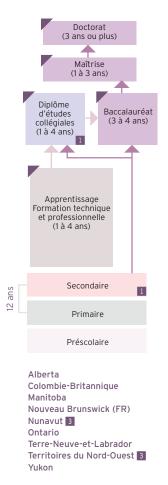
L'une des autres difficultés rencontrées par la plupart des personnes interviewées est la communication avec certains établissements d'enseignement. Les organismes ont tendance à garder les choses pour eux au plan de la recherche. Aussi, lorsqu'ils rencontrent un nouvel établissement avec lequel ils n'ont jamais fait affaire, ils ont tendance à s'adresser directement à l'établissement pour obtenir des renseignements sur le programme d'études ou l'établissement dans son ensemble. L'une des personnes interviewées a indiqué qu'il y a de façon générale deux types d'établissements : ceux de l'Amérique du Nord et de l'Union européenne, qui ont tendance à avoir une bonne ouverture d'esprit et un bon service à la clientèle, et ceux de l'ancienne Union soviétique, d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, qui cherchent davantage à se protéger et craignent d'avilir leur propre système d'éducation. Il est extrêmement difficile d'obtenir des renseignements auprès des organismes qui relèvent de cette deuxième catégorie, parce qu'ils ont tendance à être plus sur la défensive et à protéger leurs renseignements.

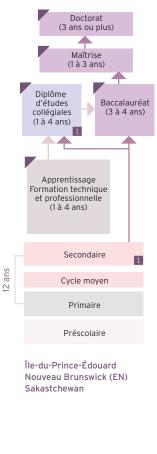
Dans tous les entretiens, les personnes interviewées ont exprimé le besoin d'améliorer la communication entre les organismes chargés de l'évaluation des diplômes. Comme nous l'avons mentionné, la plupart des organismes fonctionnent de façon assez insulaire, effectuent leurs propres recherches et créent leurs propres bases de données. Les gens trouvent presque toujours qu'il serait bon d'avoir une plus grande communication entre les organismes et que cela faciliterait le travail d'évaluation, en particulier pour les organismes de petite taille.

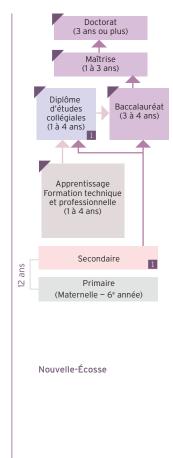


Les systèmes d'éducation au Canada









- CFPT: Certificat de formation préparatoire au travail (3 ans, après la 2^e secondaire)
- CFMS: Certificat de formation à un métier semi-spécialisé (1 an, après la 2^e secondaire)
- 3. DEP: Diplôme d'études professionnelles (600 à 1800 heures selon le programme d'études)
- 4. ASP: Attestation de spécialisation professionnelle (300 à 1185 heures selon le programme d'études

- Dans toutes les provinces et territoires, la réussite des études secondaires est sanctionnée par un diplôme d'études secondaires.
- 2 En Alberta, en Colombie Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba et en Ontario, certains établissements offrent des grades appliqués.
- 3 Le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas d'établissements universitaires. Certains grades sont accessibles grâce à des partenariats. Les étudiants peuvent aussi aller étudier en dehors des territoires.

LÉGENDE

- Études universitaires
- Études collégiales
- Apprentissage –
 Formation technique et professionnelle
- Vers le marché du travail
- Parcours typique
- Parcours possible

NOTES

- Les collèges et universités offrent tous des programmes de certificat de durée variable.
- 2. Bien que les programmes de formation continue et de formation générale des adultes ne soient pas représentés ici, divers paliers d'enseignement peuvent en offrir.
- Les collèges de la Colombie-Britannique offrent aussi des grades associés.

NORMES PANCANADIENNES DE QUALITÉ POUR L'ÉVALUATION DES DIPLÔMES INTERNATIONAUX RESSOURCES DISPONIBLES EN FRANÇAIS

- 1. Normes pancanadiennes de qualité pour l'évaluation des diplômes d'études internationaux Phase II
- 2. Cadre pancanadien d'assurance de la qualité pour l'évaluation des diplômes d'études internationaux
- 3. Profil de compétences pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études Volume 1
- 4. Profil de compétences pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études Volume 2
- 5. Profil de compétences pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études - Volume 3
- 6. Étude de la faisabilité d'un programme de formation à distance pour les évaluatrices et évaluateurs de diplômes d'études au Canada
- 7. Étude de la faisabilité d'une application Web pour l'échange des résultats, des ressources et des méthodologies de l'évaluation des diplômes d'études
- 8. Guide de la terminologie française de l'évaluation des diplômes d'études au Canada http://terminologies.cicdi.ca (EN LIGNE SEULEMENT)

Guide de la terminologie anglaise de l'évaluation des diplômes d'études au Canada http://terminology.cicic.ca (EN LIGNE SEULEMENT)

 Profils de pays http://profilspays.cicdi.ca (EN LIGNE SEULEMENT)

RESOURCES ARE ALSO AVAILABLE IN ENGLISH



www.evaluation.cicic.ca